

🔊 Réagissez à cette actualité dans le "courrier des lecteurs".

AGRICULTURE-AMÉNAGEMENT

Picardie: les enjeux puissants du foncier

Sous tutelle des ministères des finances et de l'agriculture, la société Safer est l'intermédiaire incontournable pour la gestion du foncier. Le bilan annuel en Hauts-de-France a été dressé vendredi 3 juin 2022 à Amiens.

Réagir

Mis en ligne le 4/06/2022 à 08:55 par [Nicolas Totet](#)



Le président de la Safer Hauts-de-France, Sylvain Versluys, avec à sa droite Hubert Bourgois, le directeur général délégué, ont présenté le bilan de l'année 2021. - (Photo NT)

Débat des lecteurs

Faites-vous vos courses auprès de producteurs locaux?

O
U

N
O

29 votes - Voir le résultat



Jean Logie

OUI

Même si c'est parfois un peu plus cher (p.ex. les fraises plus chère que les espagnoles mais bien meilleures) et même à qualité égale, ça vaut le coup ...Lire plus ←

La Safer est l'opérateur foncier de l'espace rural et périurbain dans les Hauts-de-France comme dans les autres régions. Le marché du foncier dans la région a représenté au global 5 % de l'activité nationale, marquée en 2021 « *par une très forte reprise chiffrée en France à 49 milliards d'euros* », selon les intervenants.

En phase de croissance, la société anonyme Safer compte quarante-six collaborateurs, avec un siège administratif à Lille, un siège social à Amiens-Boves où s'est tenue l'assemblée générale annuelle vendredi 3 juin, et deux antennes départementales à Beauvais et Laon.

Préempteur, acquéreur à l'amiable et vendeur, la Safer possède actuellement une réserve foncière de près de 5 500 hectares pour une valeur totale approchant les 73 M €. Son activité en 2021 s'est opérée à 40 % dans le département de l'Aisne et huit dossiers ont même concerné des vignes de champagne dans le sud du département. Le syndicat général des vignerons est d'ailleurs entré au conseil d'administration de la société. La Safer acquiert en majorité des terres agricoles nues, mais aussi plus de 200 hectares de bois, dont 18 hectares aux portes de Lille « *pour une compensation environnementale* ».

Les plus grosses propriétés agricoles acquises se situent dans les départements de l'Aisne et de l'Oise. Dans les Hauts-de-France en général, le marché des terres et des prés, en augmentation, a concerné à 92 % des petites surfaces inférieures à 5 hectares.

Le gros dossier du grand canal

Le canal Seine-Nord-Europe qui entre dans sa phase de travaux en 2022 occupe largement la Safer dans le Nord, la Somme et l'Oise. « *Depuis quinze ans, nous avons stocké des terres. Notre réserve foncière constituée de 2 500 hectares fera l'objet d'échanges de terres en faveur des agriculteurs dans le cadre du remembrement* », assure le président de la Safer des Hauts-de-France, Sylvain Versluys, à propos des propriétaires concernés par le tracé du grand canal.

Repartie à la hausse, l'artificialisation des terres dans la région, au profit du béton et de nouveaux bâtiments, approche les 2 000 hectares. « *Nous devons rester vigilants et poursuivre nos actions de sensibilisation. Les préservations des terres est un enjeu. Le verdissement de nos actions et la mise en oeuvre du zéro artificialisation nette figurent dans notre programme* », promet également le président.

L'une des activités majeures de la Safer consiste à soutenir l'installation des jeunes agriculteurs. En 2021, 1 239 hectares, soit 40 % des surfaces, ont été attribuées à soixante et onze jeunes, dont onze en agriculture biologique exploitant près de 300 hectares.

À l'automne, la Safer animera deux rencontres départementales dans le Nord et l'Oise. « *Les enjeux autour du foncier sont immenses, a prévenu Sylvain Versluys, et les chantiers sont nombreux* ».

Quelques prix moyens à l'hectare

Le prix moyen de l'hectare de forêt est de 16 425 € dans la région (supérieur au prix moyen national), le terrain agricole varie de 8 000 à 15 000 € et il est encore plus élevé à l'approche des grandes villes et l'hectare de vigne est à 100 000 €.

L'activité foncière en 2021

Parmi la réserve foncière de la Safer dans les Hauts-de-France, 3 752 hectares composent le stock garanti, destiné à des compensations liées à différents projets, pour des ouvrages linéaires, dont 2520 hectares pour le canal Seine-Nord, le reste pour le développement économique et pour la protection de l'environnement.

Ainsi, soixante-dix-neuf conventions de réserves foncières ont été signées avec les collectivités locales et territoriales de la région des Hauts-de-France, pour 86 hectares dans l'Aisne, 907 ha dans l'Oise et 1 093 ha dans la Somme.

Le marché foncier rural dans les trois départements picards s'établit comme suit en 2021 : 3 794 ventes dans l'Aisne (hausse de 26 % par rapport à 2019) pour une valeur totale de 287 815 000€, 3 135 ventes dans l'Oise (+ 13%) pour 474 909 000 € et 3 032 ventes dans la Somme (+ 23,8%) pour 233 848 000 €.